

Le Monde

Rubrique :	Pge : 1, 22
Aujourd'hui	1/3



RECHERCHE Soucis et inquiétudes dans les labos p. 22

Jamais encore les organismes de recherche n'avaient connu une telle **TOURMENTE FINANCIÈRE**. Après le vote d'un budget 2003 en diminution, ils ont dû faire face à deux **ANNULATIONS DE CRÉDITS** en décembre et en mars, puis à un gel des crédits des laboratoires préjudiciable à leur fonctionnement. De **NOMBREUSES MANIFESTATIONS** ont alors été organisées pour protester contre ces mesures met-

tant « *en péril la recherche publique* ». La ministre de la recherche, Claudie Haigneré, vient d'annoncer la **LEVÉE DU GEL** pour une partie des organismes mais les annulations sont maintenues. Conscient de la colère des chercheurs, le premier ministre a tenté, lundi 14 avril, de les **RASSURER**. Il a promis de tenir, d'ici 2007, les engagements pris pendant sa campagne par le candidat Chirac en faveur de la recherche.

Les chercheurs inquiets malgré les promesses de Claudie Haigneré

Les baisses et les annulations des moyens de la recherche ont contraint les organismes et les laboratoires à des acrobaties budgétaires. Malgré un ballon d'oxygène promis par le gouvernement, des programmes risquent d'être arrêtés et de mettre ainsi en péril certains secteurs

« *C'EST une mesure d'apaisement. Mais elle ne dissipe pas notre inquiétude.* » Le climatologue Gérard Mégie, président du conseil d'administration du CNRS, résume le sentiment de la communauté scientifique à la suite des récentes déclarations de Claudie Haigneré. Le 9 avril, lors d'un colloque sur l'innovation, la ministre déléguée à la recherche et aux nouvelles technologies a annoncé, « *en plein accord*, dit-elle, *avec le premier ministre* », que « *les établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) ne connaîtront en 2003 aucune nouvelle annulation de crédits de paiement et d'autorisations de programme* » et que « *les réserves de précaution sont entièrement levées* » (*Le Monde* du 11 avril). « *Ces éléments, a-t-elle ajouté, ne font que confirmer les engagements pris au plus haut niveau par le président de la République et par le premier ministre, profondément convaincus comme moi-même que la recherche est essentielle pour préparer l'avenir de notre pays.* »

Aux yeux de Gérard Mégie, ces annonces sont bien sûr « *positives* ». Mais elles n'enlèvent rien, observe-t-il, aux annulations et aux baisses de crédits déjà subies par les organismes et au « *coup d'arrêt* » qui en résulte pour la recherche publique. Mandaté par le conseil d'administration du CNRS, il doit rencontrer cette semaine Claudie Haigneré, à laquelle il portera un double message. D'une part, la nécessité « *de maintenir, aux côtés des mesures en*

faveur de l'innovation, une recherche fondamentale forte ». D'autre part, Gérard Mégie souligne l'importance « *de redynamiser fortement la recherche publique dans le budget 2004, en moyens financiers comme en emplois* ».

Pour l'heure, le CNRS a choisi « *de préserver au mieux les laboratoires et les priorités interdisciplinaires* ». Ce sont donc les équipements scientifiques (hors grands instruments scientifiques internationaux pour lesquels les engagements seront respectés) et certains projets de construction ou d'aménagement d'installations en région qui feront les frais des réductions budgétaires.

Il faudrait donc davantage que les promesses ministérielles pour calmer le dépit et la colère des chercheurs, dont plus de 7 000 avaient signé une pétition appelant Claudie Haigneré à démissionner en gage de solidarité. « *Crédits gelés, recherche congelée* » : pour Rodolphe Fischmeister, directeur de l'unité 446 (Cardiologie cellulaire et moléculaire) de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), qui regroupe une trentaine de personnes à Châtenay-Malabry, la formule reste d'actualité.

« *Nos travaux, explique-t-il, visent à comprendre le fonctionnement cellulaire et ses dérèglements qui peuvent être à l'origine de maladies telles que l'insuffisance cardiaque et la fibrillation auriculaire. Il s'agit d'une recherche essentiellement fondamentale, dont le finance-*

ment dépend principalement de fonds publics et associatifs. Aussi l'annonce du gel d'une partie de notre dotation a provoqué un choc dans les laboratoires. Et, à ce jour, nous n'avons reçu aucun contrordre. » Toutes les mesures d'économie décidées sont donc maintenues : « *Annulation des commandes d'équipement, annulation des participations à tous les congrès nationaux et internationaux - comme celui du groupe de réflexion en recherche cardio-vasculaire qui se tient en ce moment à Grenoble -, blocage des appels téléphoniques vers la province et l'étranger, annulation de tous les envois par courrier rapide, report des visites de stagiaires étrangers...* »

« **Faire vivre un labo de 150 personnes avec 30 % de crédits en moins serait une mission impossible** »

MARIE-NOËLLE MINARD

Marie-Noëlle Minard, directrice adjointe du Laboratoire d'Annecy-le-Vieux de physique des particules (LAPP, CNRS - université de Savoie), lui fait écho : « *Faire vivre*

un labo de 150 personnes avec 30 % de crédits en moins serait une mission impossible. On nous promet un ballon d'oxygène mais, pour l'instant, nous sommes asphyxiés. Nous sommes engagés dans des collaborations internationales - recherches sur les ondes gravitationnelles en Italie, développement avec la Suisse et la Chine d'un spectromètre destiné à la station spatiale internationale, participation au futur grand accélérateur du CERN... - que nous allons avoir les plus grandes difficultés à respecter. Et nos chercheurs ne vont plus pouvoir mener leurs expériences à l'étranger. »

A l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), on affiche un certain soulagement. Cet organisme s'était résolu à des mesures d'économie drastiques. Il prévoyait de différer des investissements lourds - acquisition de spectromètre de masse, de microscope électronique ou de plate-forme technologique en génomique ou protéomique - et d'ajourner plusieurs opérations immobilières, comme le remplacement de bâtiments vétustes en région parisienne, le regroupement de laboratoires de génétique dans le Vaucluse, ou encore la mise aux normes de sécurité biologique d'une serre confinée ou d'une raterie à Toulouse. Les commandes d'équipements devraient finalement pouvoir être passées. En revanche, certaines opérations immobilières attendront des jours meilleurs.

Reste que la levée du gel de crédits ne concerne qu'une partie des

Le Monde

Rubrique :	Pge : 1, 22
Aujourd'hui	2/3

organismes publics de recherche : les EPST tels que le CNRS, l'Inserm, l'INRA ou l'INRIA... Par contre, ceux qui ont le statut d'établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), comme le CEA, l'Ifremer, le Cirad, l'Ademe ou le BRGM, n'en bénéficient pas.

Le Commissariat à l'énergie atomique vient donc de demander au ministère que la mesure soit généralisée. Faute de quoi il devra se passer des 57 millions d'euros - 6 % de sa dotation publique, salaires compris - mis en « réserve ». L'organisme ne touchera pas à ses effectifs et maintiendra ses programmes de recherche fondamentale, en physique des particules comme en nanosciences et en biologie. En revanche, annonce son administrateur général, Alain Bugat, il va devoir « ajuster le tir » sur certains programmes nucléai-

res touchant au développement des réacteurs du futur ou au démantèlement et à l'assainissement des installations. « Pour cette année, nous nous adapterons. Les chercheurs sont aussi des citoyens, et nous sommes prêts à assumer notre part de l'effort national. Mais si cette situation perdure l'an prochain, alors nous aurons de sérieuses difficultés. »

L'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer) est logé à la même enseigne. L'effort sera réparti sur tous les postes de dépenses, indique son PDG, Jean-François Minster. Une trentaine de contrats à durée déterminée ne seront pas renouvelés et le remplacement de ceux qui par-

Lancement d'une enquête financière

Claudie Haigneré a demandé aux Inspections générales de la recherche et des finances de conduire une enquête au CNRS et à l'Inserm, « afin d'identifier (...) l'impact sur les laboratoires des décisions globales prises sur les crédits des organismes, en fonction des mécanismes d'affectation des crédits utilisés dans ces organismes ». La ministre de la recherche explique vouloir « faire le point » sur les difficultés provoquées par les réductions budgétaires, afin de « prendre éventuellement les mesures correctives ». Le CNRS dit « voir d'un très bon œil cette initiative, qui permettra de montrer la réalité de la situation ». Les plus optimistes espèrent que cette enquête fournira au ministère des éléments pour mieux plaider la cause de la recherche auprès de Bercy. Mais d'autres y voient une volonté de faire porter la responsabilité des difficultés financières des laboratoires sur les orga-

nismes eux-mêmes, implicitement suspectés de mauvaise gestion.

tent à la retraite étalé dans le temps. Le navire hauturier *Le Nadir* restera à quai, et deux campagnes océanographiques, l'une scientifique près de la Sardaigne, l'autre de reconnaissance des fonds marins de Nouvelle-Calédonie, seront différées. Plusieurs projets scientifiques conduits par les laboratoires de l'Ifremer, comme la deuxième tranche du développement d'un engin autonome d'exploration et de mesures, sont eux aussi reportés.

Pierre Le Hir
et Jean-Yves Nau

Une mission d'expertise contrariée

La « réflexion sur l'adaptation de la recherche biomédicale française aux nouveaux défis de notre temps », que le gouvernement appelle de ses vœux, risque de manquer de sérénité. Claude Griscelli (Institut Necker), à qui Luc Ferry, Jean-François Mattéi et Claudie Haigneré ont confié, le 13 février, une mission d'expertise sur ce thème, s'est vu opposer une fin de non-recevoir par son collègue Marc Peschanski (Institut Mondor de médecine moléculaire), qui refuse d'être auditionné. « L'heure n'est pas, pour les chercheurs de ce pays, à la discussion sur des "réformes", mais bien plus prosaïquement à la défense de notre outil de travail. (...) Le fait de lancer en même temps une "mission de réflexion sur les réformes" n'est donc qu'un leurre destiné à masquer cette attaque massive contre nos laboratoires et les personnels. (...) Ce travail de réflexion ne pourrait, en tout état de cause, qu'être marqué du sceau du déclin de la recherche qu'organise le gouvernement, sans enthousiasme ni optimisme, sans vision... bref, médiocre. » La lettre de M. Peschanski, qui espère que son exemple sera suivi, circule sur Internet.

Le Monde

Rubrique :	Pge : 1, 22
Aujourd'hui	3/3

